

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Allocution du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires
extérieures, devant la "Canadian
Cattlemen's Association"

Canada

WHISTLER, COLOMBIE-BRITANNIQUE

le 8 août 1986

Au début de cette semaine à London, j'ai assisté à des réunions qui se tenaient pas très loin des installations où, ...il y a bien longtemps, un groupe s'est formé sous le nom de la Compagnie des aventuriers d'Angleterre trafiquant dans la baie d'Hudson. Avec une autre organisation à laquelle elle faisait concurrence, elle a ouvert la voie vers l'Ouest. Et quel était l'enjeu pour ces Européens? -- le droit de vendre des fourrures canadiennes sur les marchés européens, vente qui a donné lieu à l'une des campagnes les plus acharnées de ces dernières années -- une campagne visant à arrêter la vente des fourrures canadiennes sur les marchés européens. Des revirements aussi ironiques se rencontrent partout.

La politique canadienne en matière d'immigration a été conçue pour attirer les colons d'Europe afin que ceux-ci viennent exploiter l'un des greniers naturels du monde, les Prairies. Notre industrie de l'élevage dans les ranchs a prospéré grâce aux avantages naturels offerts par les avant-monts et les collines Cypress, et d'autres régions idéales pour l'élevage du bétail. Pendant la première moitié de notre existence comme nation, nous nous sommes préparés à tirer le meilleur parti des avantages naturels en matière d'agriculture. Maintenant, nous sommes engagés dans un combat déterminant avec des nations -- souvent amies -- qui sont devenues puissantes en tenant compte des avantages naturels, mais qui remplacent maintenant les lois du marché par un enchevêtrement de contrôles et de subventions.

Le dilemme pour un pays qui ne compte que 25 million d'habitants est que, même si nos principes étaient assez souples pour que nous considérions que les avantages naturels sont sans rapport avec la question, nous ne pourrions, malgré tout, nous payer ce luxe. Nous avons peut-être de meilleurs agriculteurs que l'Europe et les États-Unis, mais la trésorerie de ces pays est plus importante. Au Sommet économique de Tokyo, le Premier Ministre a cité des chiffres aux dirigeants du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des États-Unis et à d'autres défenseurs de l'économie du marché. En moyenne, un producteur de grain reçoit une subvention gouvernementale de 94 \$ US par tonne en Europe, de 75 \$ aux États-Unis, et de 34 \$ au Canada. Ces chiffres ne tiennent pas compte de tous les coûts du nouveau projet de loi américain, ceux-ci étant littéralement incalculables.

Il est évident que le Canada ne peut offrir des subventions aussi élevées que les États-Unis et l'Europe. Ce qui est clair également, c'est que nos meilleurs amis -- lorsque nous opposons notre intérêt fondamental au leur -- font passer leurs intérêts avant les nôtres, même si cela comporte des échanges avec des régimes qu'ils condamnent habituellement.

Je dois également mentionner le Japon, car ce pays, comme l'Europe et les États-Unis, a exporté quelques-uns de ses problèmes en matière d'agriculture. Ce qui différencie les Japonais, c'est qu'ils ont recours à des contrôles à l'importation pour entraver le commerce, et contribuent ainsi aux problèmes qui se posent à nous tous.

Nous avons quelques alliés. Alors que nous redoublons d'efforts contre les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon, nous pouvons compter sur l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Thaïlande -- et aussi le Zaïre. Comme les autres pays moins développés, celui-ci aimerait progresser grâce à ses avantages naturels en matière d'agriculture. Nous avons donc une cause qui se tient logiquement, quelques amis merveilleux et, comme dans toute guerre commerciale, autant de chances de succès que, nous ici présents, pourrions avoir en alignant une équipe occasionnelle contre les Bears de Chicago.

En fait, si l'on veut noter ce que la situation a d'ironique, imaginez que des nations qui encourageaient l'Afrique, en proie à une famine, à jeter les bases d'une structure agricole, créent artificiellement des surplus

alimentaires qui, le moins qu'on puisse dire, découragent la réforme agricole africaine. Un Congrès américain qui a tenté de punir le Canada pour avoir acheté du sucre en provenance de Cuba, vend aujourd'hui allègrement du grain à tarif réduit à l'Union Soviétique. Une Communauté européenne qui a été mise sur pied pour encourager la coopération et l'efficacité internationales ne permet pas à nos institutions multilatérales, comme le GATT, de remplir leurs fonctions et crée un nouveau paysage où s'étendent des montagnes de beurre et des lacs de vin.

Mais en dehors de cela, il est inévitable que tout le monde en subisse les pénibles conséquences - les producteurs de denrées, les consommateurs qui doivent payer plus cher, les trésoreries des gouvernements qui doivent faire face à des déficits impossibles, et le cadre de l'ordre international qui a servi de base à la stabilité économique internationale depuis la dernière vague de protectionnisme qui a débouché sur la grande Dépression.

Personne ne peut gagner une guerre commerciale - en réalité le Canada n'a pas les moyens de s'engager dans une telle guerre. Comme disait un Américain célèbre, il ne faudrait jamais déclencher de guerre commerciale ni de guerre nucléaire, car on n'en sortira jamais vainqueur. Le gouvernement du Canada doit évidemment continuer à apporter une aide financière à notre industrie la plus fondamentale au moment où elle est aux prises avec les plus grandes difficultés depuis la dépression. Nous avons affecté 5,2

milliards de dollars aux activités agricoles depuis septembre 1984, et nous étudions maintenant sérieusement les dernières propositions concernant une augmentation des prix intérieurs du blé, une aide directe aux agriculteurs ou des paiements de stabilisation pour l'année agricole 1986-1987, des mécanismes devant assurer que la politique du double tarif du blé continue de refléter les parts historiques du marché des régions et que la position des fabricants de produits dérivé du blé demeure concurrentielle. Mais nos moyens sont très limités de ce côté de la frontière. Les États-Unis et la communauté européenne peuvent nous surpasser facilement en matière de dépenses, même si nous n'avions pas à supporter le déficit. Si, à l'avenir, la politique alimentaire mondiale est de verser des subventions, le Canada aura de sérieux problèmes; si elle est fondée sur l'efficacité, l'agriculture pourra redevenir le principal soutien de l'économie canadienne.

La question devient donc: comment éliminer les subventions et favoriser l'efficacité. Une autre question fondamentale se pose alors: que faisons-nous entre-temps? En ce qui le concerne, le gouvernement essaie d'y répondre, comme le fait la Canadian Cattlemen's Association dans le cas des subventions du boeuf danois et irlandais. Mais les mesures provisoires les plus efficaces sont celles qui visent un objectif final - et notre objectif doit être de ramener les produits agricoles au rang commercial, en supprimant les subventions et en favorisant l'efficacité naturelle.

Laissez-moi situer ce défi dans son contexte.

La politique en vigueur n'est pas toujours méthodique ou cohérente. C'est pourquoi elle frustre parfois les esprits parfaitement logiques comme les éleveurs de bétail ou les commentateurs.

Aujourd'hui, je n'essaierai pas d'analyser la raison pour laquelle la sagesse conventionnelle qui était mise à l'égard de la politique est en train de changer. Mais, comme c'est nous qui décidons de quelle manière nous devons faire face à la crise du commerce agricole, il est utile de prendre note des changements d'opinion et de pratiques qui surviennent dans le monde.

L'attitude concernant le rôle des gouvernements change. En général, à la fin des années 1980, les gouvernements se retirent des entreprises auxquelles on les encourageait à participer, au cours des années 1970. D'importants programmes de privatisation sont en cours au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France, pour ne citer que quelques pays. Cela est une indication importante que l'attitude du public change à l'étranger.

Cette nouvelle attitude se rapporte directement aux pratiques de versement de subvention qui ont commencé, à cette échelle, avec la Politique agricole commune de la Communauté européenne.

Il est également significatif que ce changement se fasse aux dépens du contrôle gouvernemental. On compte moins sur le gouvernement, et c'est là un facteur politique significatif au sein de la Communauté européenne et aux États-Unis - les deux principaux intervenants dans la guerre des subventions commerciales qui nous préoccupe.

Le problème du contrôle du déficit est lié à ce qui précède. Michael Wilson a peut-être réussi mieux que les autres ministres des Finances à réduire le déficit, mais il n'est pas le seul à s'en préoccuper. En effet, pour lui comme pour moi, la première occasion d'espérer que nous pourrions briser ce cycle de subventions internationales nous a été donnée lorsque, à la réunion de l'OCDE au printemps de cette année, les ministres des pays du Marché commun se sont plaints du prix que coûtait la Politique agricole commune à leurs consommateurs et à leurs économies.

Nous avons fait part de leur réaction au Premier ministre, qui a décidé de lancer une campagne soutenue en faveur d'un changement dans l'attitude mondiale à l'égard des subventions, campagne sur laquelle était fondée notre intervention au Sommet des pays industrialisés qui s'est tenu à Tokyo en mai.

Juste avant de se rendre au Sommet, M. Mulroney a convoqué à Vancouver une réunion des principaux représentants de l'agriculture canadienne. Nous avons ensuite abordé la question du commerce agricole au Sommet et exposé aux autres dirigeants l'inconséquence dont ils font preuve en plaidant d'une part en faveur de la libéralisation des échanges et en adoptant d'autre part des mesures protectionnistes dans le domaine agricole. Chose étonnante, la question de l'agriculture a dominé le Sommet. Chaque pays membre a reconnu qu'il fallait mettre un terme à la surenchère des subventions et que nous devrions, à cette fin, agir de concert.

Pour la première fois dans l'histoire des sommets économiques, la question de l'agriculture était traitée en profondeur. Nous entendons donner suite à l'initiative prise par le Premier ministre à Tokyo.

D'une part, nous nous élevons aussi vigoureusement que possible contre chaque nouvelle attaque dirigée contre nos marchés ou nos intérêts. Ces dix derniers jours, le Premier ministre a discuté à deux reprises avec le Président Reagan des dernières mesures américaines concernant les céréales. À mon retour au Canada mercredi, la première personne à qui j'ai téléphoné était George Shultz. En juin, j'ai également abordé le problème agricole avec des représentants de la Communauté européenne. Pour sa part, John Wise s'est rendu à Bruxelles et à Washington pour exhorter ses homologues à s'entendre.

D'autre part, nous tentons de nous élever au-dessus de la mêlée actuelle pour convaincre les autres pays de réduire d'un commun accord leurs subventions.

C'est un processus de longue haleine.

Charlie Mayer a convoqué la réunion des ministres des cinq principaux exportateurs de céréales au monde qui s'est tenue en juin; elle avait pour objet de trouver un terrain d'entente sur la façon de réduire les subventions. À la fin du mois, M. Mayer sera à Cairns, en Australie, où il participera à l'élaboration d'une stratégie commune visant les subventions.

Mais tandis que nous nous dépensons ainsi, de nouvelles mesures protectionnistes sont introduites aux États-Unis, et les membres concernés de la Communauté européenne sont intervenus pour empêcher un accord qui aurait permis au GATT de s'attaquer aux problèmes des surplus et des subventions. Je vous épargne les détails, mais nos négociateurs à Genève, collaborant étroitement avec ceux d'autres pays, sont venus très près de conclure un accord relatif à un ordre du jour qui nous aurait permis de traiter des problèmes fondamentaux de l'agriculture au cours de la réunion ministérielle du GATT, qui doit avoir lieu en septembre à Punta del Este, en Uruguay. À la dernière minute, la France, l'Irlande, l'Espagne et la Grèce ont reculé, et la question a été retirée de l'ordre du jour.

La réunion de Punta del Este demeure toutefois notre meilleur espoir de lutter avec succès contre le cercle vicieux des subventions et de la surproduction. Mais cette question agricole est tellement complexe et délicate qu'elle est susceptible d'empêcher un accord sur le début d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Tous seraient perdants. Tous les pays auraient ainsi le prétexte et la tentation de cesser toute coopération internationale et de recourir à outrance au protectionnisme. La tendance internationale vers la libéralisation du commerce serait renversée, et des pays comme le Canada, qui dépendent du commerce, verraient leurs

problèmes se multiplier. Faute de mesures pour régler le problème de l'agriculture, l'économie mondiale et le commerce international pourraient se détériorer gravement.

Trois choix s'offrent à la communauté internationale.

Premièrement, nous pouvons fermer les yeux et espérer que le problème disparaisse de lui-même. Ce serait nous démettre de nos responsabilités. En outre, les pays aux coffres bien garnis seraient tentés d'accroître les subventions et la surproduction.

Deuxièmement, nous pouvons laisser la guerre commerciale suivre son cours jusqu'à ce les États-Unis et la Communauté européenne se rendent compte qu'elle ne mène qu'à une impasse. Mais, d'ici là, la plupart des pays moins riches, ou leurs producteurs, seraient en faillite. L'application de mesures protectionnistes dans le secteur agricole entraînerait des représailles dans d'autres domaines, de sorte que le système qui est à l'origine de la prospérité que le monde connaît depuis un demi-siècle s'écroulerait peu à peu.

Troisièmement, nous pouvons prendre le taureau par les cornes et nous attaquer de front aux problèmes des subventions et des surplus.

De l'avis du Canada, c'est le seul choix raisonnable.

Je dirigerai la délégation canadienne à Punta del Este, et nous établirons clairement que l'agriculture vient en tête de l'ordre du jour du Canada pour les prochaines négociations commerciales multilatérales. Nous utiliserons à fond toutes nos ressources en matière de diplomatie et de négociation pour obtenir un accord qui permettrait d'accomplir des progrès au GATT en ce qui concerne les subventions et les surplus agricoles. Notre objectif, et notre défi, consiste à faire comprendre à l'opinion publique mondiale ce qui est en jeu dans ces discussions.

Toutefois, le monde n'a pas les moyens d'attendre les résultats des négociations du GATT. Nous ne pouvons laisser la crise actuelle ruiner la communauté agricole pendant que nous cherchons des solutions à long terme. Il faut agir vite pour amorcer le retour à une situation plus normale.

L'un des moyens qui s'offrent à nous serait de donner à un groupe de personnes éminentes le mandat de procéder rapidement à une analyse objective et indépendante des subventions agricoles et des barrières douanières, de nous présenter un rapport et de proposer des remèdes. Il y a six semaines, à Edmonton, je mentionnais que nous envisagions la possibilité de créer un tel groupe. Depuis lors, notre pensée s'est précisée. Nous aimerions qu'un groupe de ce genre donne son opinion sur les principales questions commerciales touchant tous les produits agricoles, particulièrement ceux où il existe de graves difficultés, comme les céréales et les viandes rouges.

Le groupe pourrait étudier les politiques et les programmes gouvernementaux qui, à court ou à moyen terme (deux à trois ans), ont des répercussions notables sur la production et le commerce de produits agricoles. Il pourrait avoir pour mandat de proposer des mesures précises et pratiques qui seraient mises en oeuvre par tous les pays dans le cadre de leur législation et de leurs programmes actuels. Le groupe jouerait un rôle analogue à celui du GATT, mais à court terme. Il n'est pas question qu'il se substitue à ce dernier pour les négociations. Mais ses propositions contribueraient à réduire les pressions intolérables qui s'exercent actuellement sur le commerce international et à renforcer la confiance des producteurs dans leur propre avenir.

Le gouvernement canadien croit fermement qu'une intervention internationale urgente est nécessaire pour assainir la situation du commerce international. Les règles du jeu doivent être clairement définies et comprises de tous. Les producteurs doivent avoir l'assurance que leurs possibilités de croissance tiendront à leurs propres efforts et initiatives, et non pas aux politiques de leur gouvernement national. Nous croyons que, dans un tel contexte, les producteurs canadiens continueront à prospérer comme il le font depuis un siècle. Nous voulons créer un monde meilleur et plus rationnel où chacun aura la possibilité de prospérer.